

Recherche d'un(e) Consultant(e) ou d'une Maison de Consultance pour l'évaluation finale du projet portant sur le Renforcement de la cohésion sociale en Ituri et au Nord - Kivu, NASHITIKI KWA MASIKILIZANO II, RDC

REFERENCE DE L'OFFRE : 8101714

BASES : ITURI ET NORD - KIVU

1 Informations générales

1.1 Contexte général

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) fait face à une crise humanitaire et sécuritaire prolongée, caractérisée par la prolifération des groupes armés, des violences intercommunautaires cycliques et des déplacements massifs. Les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu connaissent des tensions structurelles liées à la terre, au pouvoir et à l'identité. Ces dynamiques ont érodé le contrat social entre les communautés et les autorités, exacerbé les traumatismes psychosociaux et entravé l'accès aux solutions durables pour les personnes déplacées. Entre mars et mai 2026, la province de l'Ituri, zone d'intervention du projet NASHIRIKI, a traversé une crise multidimensionnelle où s'entremêlent instabilité sécuritaire, urgence humanitaire et crise sanitaire. Sur le plan sécuritaire, les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa demeurent le théâtre de violences perpétrées par des groupes armés tels que la CODECO et les ADF, dans un contexte marqué par la persistance de l'état de siège et les efforts de protection de la MONUSCO (2026). Cette insécurité a engendré des déplacements massifs, portant le nombre de personnes déplacées internes à environ 980 000 dans la province, aggravant ainsi la vulnérabilité socioéconomique et l'insécurité alimentaire (OCHA, 2026).

À cette crise humanitaire s'est superposée, dès mai 2026, la 17ème flambée de la maladie à virus Ebola (souche Bundibugyo, sans vaccin homologué). L'Ituri, épiscentre de l'épidémie (OMS, 2026), a vu ses vulnérabilités exacerbées par la promiscuité dans les sites de PDI et la méfiance communautaire. Les mesures de riposte (restrictions des rassemblements publics, bouclages) ont imposé de lourdes contraintes logistiques, forçant les acteurs humanitaires à suspendre ou à réinventer leurs modalités d'intervention.

Sur le plan social, la conjugaison de ces chocs a profondément érodé le tissu social, ravivant les tensions intercommunautaires (liées au foncier et aux ressources) et les traumatismes psychologiques, tout en accroissant la méfiance envers les autorités et les acteurs de l'aide.

Face à ce contexte volatil, le projet NASHIRIKI a dû faire preuve d'agilité opérationnelle (reports d'activités, adaptations sanitaires et sécuritaires, notamment à Djugu et Mambasa). Néanmoins, cette crise multidimensionnelle confirme la pertinence cruciale du mandat du projet : les mécanismes de dialogue communautaire, de gouvernance locale et de cohésion sociale qu'il appuie agissent comme des tampons de résilience essentiels. Ils permettent de maintenir le lien social, de contrer la désinformation (notamment sur Ebola) et de prévenir l'escalade des violences dans des communautés hautement fragilisées.

1.2 Activités et présence du consortium

Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) intervient en RDC depuis plusieurs années à travers ses compétences clés : Abri et Établissement, EAH, Information, Conseil et Assistance Légale (ICLA) et Éducation. Dans l'Est, le NRC adopte une approche nexus (Humanitaire-Développement-Paix) pour répondre aux besoins urgents tout en renforçant la résilience, la protection et la cohésion sociale des communautés hôtes et déplacées.

Dans l'est de la RDC, le NRC intervient dans plusieurs provinces, notamment le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, où il apporte des réponses intégrées pour répondre aux besoins urgents des personnes déplacées et des communautés d'accueil vulnérables.

International Alert, l'une des plus importantes organisations indépendantes de consolidation de la paix, travaille avec les populations touchées par les conflits pour instaurer une paix durable en s'attaquant aux causes profondes des violences. Au sein du consortium, elle joue un rôle de leader technique pour le pilier de la cohésion sociale et consolidation de la paix. Ses responsabilités incluent la mise en place du système d'alerte précoce pour prévenir les violences, le renforcement des mécanismes locaux de résolution des conflits et l'assurance que toutes les activités du consortium ne créent pas de nouvelles tensions involontaires. Elle œuvre dans les 5 territoires de la province de l'Ituri.

Search For Common Ground est une organisation internationale œuvrant dans la transformation des conflits à travers des approches collaboratives et inclusives fondées sur la recherche d'un terrain d'atteinte. Guidée par des principes clés tels que la non – violence, l'interdépendance humaine et la promotion de solutions durables. Elle met en œuvre l'approche Community Based Trauma Healing (CBTH) dans le cadre du projet afin de renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées par les violences en Ituri. Les activités de guérison des traumatismes ont été renforcées dans le territoire de Djugu et étendues à Mambasa et Irumu avec l'appui de facilitateurs communautaires formés à la transformation des conflits et l'approche CBTH afin de soutenir durablement la paix et la reconstruction communautaire.

Justice Plus, une organisation non gouvernementale des droits congolais, engagée dans la promotion des droits humains, la prévention et la transformation pacifique des conflits ainsi que le renforcement de la cohésion sociale en Ituri. Fort de son ancrage communautaire et de sa connaissance approfondie des dynamiques locales, l'organisation œuvre à rapprocher les communautés, les autorités et les acteurs locaux autour des valeurs de dialogue, de justice et de non – violence.

Au sein du consortium, Justice Plus intervient principalement dans la mobilisation communautaire, l'accompagnement des structures locales de paix et de gouvernance locale mais aussi le renforcement des capacités des acteurs locaux notamment les leaders communautaires, les femmes, les jeunes, les acteurs sécuritaires et les autorités coutumières et locales dans les zones d'intervention ciblées par le projet. Elle facilite les espaces de dialogue inclusifs permettant d'aborder les causes profondes des conflits, en particulier les tensions foncières et identitaires et de promouvoir des solutions concertées et durables. Elle contribue activement à l'appropriation locale des mécanismes de paix et l'ancrage du dialogue comme outil central de gestion des conflits. Sa contribution vise à renforcer la confiance entre les communautés et à soutenir une paix inclusive, construire par et pour les populations de l'Ituri.

1.3 L'intervention du consortium spécifique à l'évaluation

Le projet **NASHIRIKI KWA MASIKILIZANO II** (Février 2025 – Octobre 2026), financé par l'Union Européenne, est mis en œuvre par un consortium dirigé par le NRC, incluant International Alert, Search for Common Ground et Justice Plus vise à contribuer aux efforts de consolidation et de stabilisation de la paix dans les provinces de l'Ituri et au Nord Kivu à travers la promotion de la cohésion sociale pour les communautés affectées par les conflits . Elle vise à consolider la paix à travers trois objectifs spécifiques (OS) :

- **OS1** : Favoriser la collaboration et la confiance entre les communautés et les autorités locales.
- **OS2** : Favoriser la cohabitation pacifique entre les membres de la communauté (médiation, guérison des traumatismes, projets connecteurs).
- **OS3** : Promouvoir les solutions durables (LTP - Logement, Terre et Propriété) pour les personnes vulnérables affectées par le déplacement.

Selon la logique d'intervention suivante :

SI, dans les zones ciblées de l'Ituri (5 territoires : Djugu, Irumu, Mahagi, Mambasa, Aru) et le Nord Kivu (Beni ville et le territoire de Beni):

- La confiance et la collaboration entre les communautés et les autorités (contrat social ou relation verticale)
- Et
- La confiance et la collaboration entre les membres des différentes communautés (y compris les communautés d'accueil et les communautés déplacées) sont renforcées à travers une redevabilité sociale accrue, des activités socio-économiques fondées sur l'intérêt commun, le rétablissement psychosocial, le dialogue permanent et la création d'un environnement favorable à l'inclusion des personnes affectées par le déplacement ;

ALORS

Les conditions pour un contrat social entre la société civile et les dirigeants politiques (relation verticale) et une cohésion sociale au sein des communautés (relation horizontale) seront créées et/ou renforcées, ce qui contribuera à une cohabitation plus pacifique entre les communautés.

2 Objectif de l'évaluation et utilisation prévue

2.1 Objectif général

Cette évaluation finale externe, indépendante et de type sommatif vise à mesurer de manière impartiale la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence, l'impact, la durabilité et la redevabilité envers le bailleur de fonds, les membres du consortium, les organisations de mise en œuvre et les communautés bénéficiaires du projet Nashiriki II. Elle analysera la valeur ajoutée de l'approche consortium et de la programmation intégrée (Cohésion sociale, Gouvernance, ICLA/LTP, Trauma Healing) et produira des enseignements pour éclairer la conception des futures interventions de consolidation de la paix en RDC.

2.2 Comment l'évaluation sera-t-elle utilisée ?

- **Redevabilité** : Rendre compte à l'Union Européenne (bailleur) et aux communautés bénéficiaires.
- **Apprentissage** : Identifier les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis (notamment sur l'extension au nouveau territoire d'Aru et l'approche HIMO/AGR) et orienter la conception des futurs programmes, alimenter le dialogue avec les partenaires et les autorités et favoriser la diffusion des enseignements au – delà du consortium afin de maximiser leur utilisation.
- **Prise de décision** : Fournir des recommandations stratégiques au consortium, au NRC et aux acteurs de la paix pour la pérennisation des acquis (Groupes de Dialogue, JAP, mécanismes fonciers).

2.3 Qui l'utilisera?

Le consortium Nashiriki II (NRC, Alert, Search For Common Ground, Justice Plus), l'Union Européenne, les autorités locales et provinciales, les groupes de dialogue (GD), les Jeunes Ambassadeurs de la Paix (JAP), le P-DDRCS, le Cluster Abris, le consortium médiation et le groupe de travail thématique LTP.

3 Portée et axes de l'évaluation

3.1 Portée:

L'évaluation portera sur les domaines d'intervention du projet et sur toute sa durée.

3.1.1. Portée géographique

L'évaluation couvrira un échantillon représentatif des zones d'intervention : 5 territoires en Ituri et Beni ville et le territoire au Nord-Kivu. Les sites incluront des zones de déplacement, de retour et des communautés hôtes.

3.1.2 Champ d'application sectoriel

L'évaluation portera sur la consolidation de la paix, cohésion sociale, gouvernance locale (TEP, CLSP), ICLA/LTP (sécurisation foncière), la médiation communautaire et l'appui psychosocial (CBTH).

3.1.3 Périmètre temporel

L'évaluation sera menée avant la fin de la mise en œuvre du projet. Le contrat avec le consultant externe sera signé au moins un mois et demi avant la fin du projet, la collecte des données débutant environ deux semaines après la signature du contrat.

3.1.4. Population cible

L'évaluation tiendra compte des points de vue et des expériences des différentes parties prenantes, notamment les ménages bénéficiaires (femmes, hommes, jeunes, etc.), les leaders communautaires, les autorités coutumières et administratives, les forces de sécurité (PNC/FARDC), les membres des GD, JAP, et les équipes du consortium.

3.1.5. Projet:

Renforcement de la Cohésion Sociale en Ituri et Nord-Kivu II – (Nashiriki Kwa Masikilizano II)

3.1.6. Bailleur:

Union européenne (EU)

Contrat : NDICI CRISIS FPI/2025/483-338

3.2 Critères d'évaluation

Critères CAD-OCDE et thèmes transversaux

- **Pertinence** : Dans quelle mesure les activités (ex: TEP, médiation, AGR, sécurisation foncière) ont-elles répondu aux besoins évolutifs des communautés, notamment dans le nouveau contexte sécuritaire et le territoire d'Aru ?
- **Efficacité** : Dans quelle mesure les résultats prévus (cadre logique, indicateurs FPI) ont-ils été atteints ? Quels facteurs (sécurité, appropriation communautaire, retards) ont favorisé ou entravé l'atteinte de ces résultats ?
- **Efficiencia** : Dans quelle mesure les ressources (temps, humaines, financières et matérielles) mobilisées par le projet ont – elles été utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats escomptés ?
- **Cohérence** : Dans quelle mesure l'intervention est – elle cohérente avec les politiques nationales (PDDRCs), les programmes régionaux (processus de Luanda/Nairobi) et les autres initiatives du consortium médiation de l'UE ?
- **Impact** : Quels changements durables observe-t-on sur le contrat social (relation autorités-communautés), la cohésion intercommunautaire (Hema/Lendu, autochtones/déplacés) et la résilience psychosociale ?
- **Durabilité** : Dans quelle mesure les structures mises en place (Groupes de Dialogue, JAP, comités de gestion des projets communautaires) et les AGR seront-elles pérennes après le projet ?
- **Transversal (Genre et Inclusion)** : Dans quelle mesure le projet a-t-il assuré une participation active et le leadership des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans les processus de paix et de prise de décision ? (Réf. Indicateur 2.1.3.3.2).
- **Sensibilité au conflit (Do No Harm)** : Le projet a-t-il mitigé les risques d'exacerbation des tensions (ex: lors de la distribution des AGR ou de la sécurisation foncière) ?
- **Apprentissage** : Comment les communautés s'approprient les approches de dialogue et médiation communautaire afin de restaurer les liens sociaux ? Comment l'approche CBTH contribue à raffermir les liens sociaux pacifiques et durables ?

4 Méthodologie

L'évaluation utilisera une **approche mixte (quantitative et qualitative)**, participative et sensible au conflit, alignée sur les standards du CAD-OCDE et la politique MEAL du NRC.

- **Revue documentaire** : Il s'agira d'une triangulation systématique des données chiffrées et des analyses des contenus narratifs du cadre logique, rapports d'activités, données OPSYS, évaluations de la Phase I, rapports de suivi des alertes précoces, etc.
- **Collecte quantitative** : Enquête par questionnaire structuré auprès d'un échantillon représentatif de ménages. Comparaison avec les valeurs de référence (Baseline) et les cibles du cadre logique.
- **Collecte qualitative** :
 - Entretiens avec les informateurs clés (Autorités, Staff Consortium, Bailleurs).
 - Groupes de Discussion Focus (FGD) séparés par sexe et par âge (femmes, hommes, jeunes, déplacés) pour explorer les dynamiques de genre et d'inclusion.
 - Méthode du **Changement le Plus Significatif (MSC)** pour capturer les impacts qualitatifs et les histoires de réussite (ex: réconciliation de villages, guérison de traumatismes, etc.).
- **Échantillonnage** : L'évaluation privilégiera un sondage en grappes à deux degrés pour le quantitatif au vu de l'absence de base de sondage exhaustive, la conformité aux standards internationaux, la couverture géographique, etc.
 L'échantillon quantitatif sera tiré des bénéficiaires du projet et utilisera un plan d'échantillonnage en grappes à deux degrés avec probabilité proportionnelle à la taille (PPT). Les calculs de puissance seront basés sur les hypothèses suivantes : Puissance = 0,80 ; Effet minimal détectable = 0,10 ; Coefficient de corrélation intra-classe (ICC) = 0,01 et Perte au suivi (attrition) = 10 %.
 Un échantillonnage à choix raisonné pour le qualitatif afin de garantir la diversité des perspectives (y compris les zones difficiles d'accès), l'inclusion des voix marginalisées, l'accès aux zones hard to reach et la saturation théorique.
- **Éthique et Protection** : L'évaluation respectera les droits, la sécurité et la dignité de tous les participants. Le Consentement libre et éclairé et la confidentialité seront obligatoires. Tous les évaluateurs et enquêteurs seront formés sur la politique de sauvegarde et code de conduite du NRC qui seront d'une application stricte. Les données, particulièrement pour les sujets sensibles (traumatismes, VBG, conflits fonciers) seront anonymisées. Les outils seront pré-testés avant l'usage terrain.
- **Limites** : L'évaluation mesurera la contribution du projet aux changements observés (Théorie du Changement) plutôt qu'une attribution causale stricte, en raison de la multiplicité des acteurs de paix dans la région. Les contraintes sécuritaires et sanitaires pourront limiter l'accès à certaines zones (des outils de collecte à distance seront prévus en contingence).

5 Suivi de l'évaluation et apprentissage

- Les résultats préliminaires seront partagés avec le consortium pour validation factuelle.
- Un atelier d'apprentissage et de restitution sera organisé à Bunia avec les parties prenantes.
- Un Plan de réponse de la direction (Management Response) sera élaboré par le consortium dans les 4 semaines suivant le rapport final.

6 Gestion de l'évaluation

Un Comité de Pilotage de l'évaluation sera mis en place, composé de :

- Président du comité : Head of consortium/COPIL
- Coordonnateur de l'évaluation : Consortium MEAL Coordinator

- Membres du comité : MEAL Managers des organisations membres du consortium et coordonnateur logistique de NRC.

Ce comité valide les livrables mais n'interfère pas avec l'indépendance analytique de l'évaluateur.

7 Livrables

Livrables attendus

Le consultant/cabinet devra fournir :

- **Rapport de démarrage(initial)** (incluant la matrice d'évaluation, la méthodologie détaillée, les outils de collecte, le plan d'analyse et le plan de travail).
- **Bases de données nettoyées** (Quantitative) avec le codebook et les scripts d'analyse (Stata/SPSS/R).
- **Rapport intérimaire (Draft)** pour commentaires.
- **Rapport final d'évaluation** (en Français et Anglais, format professionnel).
- **Une présentation synthèse en français** et en en Swahili à présenter aux membres de la communauté.
- **Plan de réponse de la direction** (élaboré par le consortium avec l'appui du consultant).

8 Délais

Étapes clés :

L'évaluation se déroulera sur une période de **45 jours** à partir du mois de septembre 2026.

Phase	Activités
Phase 1	Réunion de cadrage avec le comité de pilotage ; Examen de tous les documents pertinents ; Préparation du rapport initial comprenant une matrice d'évaluation, un plan de travail détaillé, des outils de collecte des données et un plan d'analyse et une méthodologie robuste.
Phase 2	Pré – test des outils ; Collecte des données sur le terrain et Analyse des données.
Phase 3	Préparation du rapport intérimaire ; Soumission de la première version du rapport au consortium et Présentation des premiers résultats au consortium et aux parties prenantes.
Phase 4	Commentaires et suggestions du consortium sur le rapport intérimaire et Intégration des commentaires et soumission du rapport final.

9 Équipe de consultants en évaluation

Le consultant ou le cabinet doit répondre aux exigences ci - dessous:

- Diplôme universitaire avancé (Master ou PhD) en sciences sociales, évaluation, études de paix/développement (Evalueur principal ou lead de l'évaluation).
- **Minimum 10 à 15 ans d'expérience** dans la conduite d'évaluations externes de programmes de consolidation de la paix, cohésion sociale ou gouvernance et projet en consortium.
- Expérience avérée du contexte de l'Est de la RDC (Ituri/Nord-Kivu) et connaissance des dynamiques de conflit (Hema/Lendu, foncier).
- Une expérience avérée dans la réalisation d'évaluations des projets financés par EU ou d'autres bailleurs de fonds majeurs et mise en œuvre par des ONG internationales ou des agences des nations Unies
- Maîtrise parfaite des méthodes mixtes et des critères CAD-OCDE.
- Avoir des connaissances sur les thématiques de cohésion sociale, de stabilisation ou de résolution des conflits dans des contextes difficiles d'accès sont des atouts
- Expérience en collecte de données qualitatives/quantitatives.
- Maîtrise du Français, et l'anglais. La connaissance des langues locales des zones d'intervention (Swahili, Lingala, Kinande, Hema et Lendu) est un atout.

- Excellente capacité d'analytique et rédactionnelle en français et en anglais.
- Engagement fort sur les principes de sauvegarde, d'équité et de sensibilité au genre.

10 Processus et exigences de candidature

Date limite de dépôt des candidatures : au plus tard le 06 septembre 2026 à 16h00 (Heure de Goma – RDC)

Dates des entretiens : A définir

Les offres doivent comprendre les éléments suivants :

1. Offre Technique (max 10 pages) : Compréhension des TdR, cadre méthodologique proposé, approche de travail, plan de travail détaillé et calendrier.
2. Offre Financière : Budget détaillé (honoraires, frais de terrain, logistique, traduction) en USD.
3. Preuve d'expérience : Les copies des certificats de services rendus ou les résumés de 2 à 3 pages d'exercices similaires.
4. CV détaillés de l'évaluateur ou de tous les membres de l'équipe.

Grille d'évaluation des offres

Critères	Score (%)
Proposition technique	40%
Proposition financière	35%
Expérience du cabinet ou consultant, composition de l'équipe et preuves des expériences antérieures	25%
Total	100%

Les dossiers de candidature devront être déposés sur la plateforme du NRC, ainsi que sur d'autres sites web dédiés, afin d'assurer une large diffusion. Les offres techniques et financières, séparées en deux fichiers distincts, devront être soumises au plus tard le 06 septembre 2026 à 16h00 (Heure de Goma – RDC). L'offre financière devra être protégée par un mot de passe, qui sera transmis par un canal séparé. Les candidatures féminines répondant aux critères requis sont vivement encouragées et bénéficieront d'une attention particulière. Aucun dossier remis après la date limite ne sera pris en compte, et les soumissions papier ne seront pas acceptées.

Fait à Goma, le 21/08/2026

Pour NRC - RDC

Madiou Diallo
Acting Country Director

